

Table des matières

Introduction	3
Partie I	
L'élément institutionnel	7
Chapitre 1 Caractéristiques générales	9
I. Le modèle français : déconcentration et décentralisation	9
A. Caractères généraux	9
B. La constitution du « modèle français »	11
II. La « nouvelle décentralisation »	13
A. Le débat	14
B. L'acte I de la décentralisation	15
1. <i>La loi n° 82-213 du 2 mars relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions</i>	15
2. <i>Les textes postérieurs</i>	16
C. L'acte II de la décentralisation	17
1. <i>L'affirmation constitutionnelle de la décentralisation</i>	18
2. <i>L'extension des libertés et responsabilités locales par la loi du 13 août 2004</i>	18
D. L'acte III de la décentralisation	20
1. <i>Le débat préalable à la réforme</i>	21
2. <i>La loi relative à la réforme des collectivités territoriales</i>	23
3. <i>La révision générale des politiques publiques (RGPP)</i>	28
4. <i>L'apport de la gauche à partir de 2012</i>	29

Chapitre 2	Principes d'organisation	33
I.	Le système général d'organisation	33
A.	La démocratie représentative	33
	1. <i>Les élus locaux</i>	34
	2. <i>La transparence dans le fonctionnement de la démocratie locale</i>	41
B.	La dualité d'organes	47
	1. <i>L'assemblée délibérante</i>	47
	2. <i>L'exécutif local</i>	55
C.	La coopération locale	58
	1. <i>L'intercommunalité</i>	58
	2. <i>Les autres formes de coopération locale</i>	64
D.	Les rapports avec l'État	64
	1. <i>L'État contrôleur</i>	65
	2. <i>L'État conseiller</i>	67
	3. <i>L'État partenaire</i>	68
II.	Les caractères spécifiques à chaque type de collectivités	69
A.	La désignation des conseils	69
	1. <i>Les élections municipales</i>	70
	2. <i>Les élections cantonales</i>	71
	3. <i>Les élections régionales</i>	72
B.	La commission permanente	73
	1. <i>La désignation de la commission permanente</i>	74
	2. <i>Le rôle de la commission permanente</i>	75
C.	Le conseil économique, social et environnemental régional	75
	1. <i>La composition et le fonctionnement du conseil économique, social et environnemental régional</i>	76
	2. <i>Le rôle du CESER</i>	77
D.	Le maire agent de l'État	78
	1. <i>La compétence du maire agent de l'État</i>	79
	2. <i>Le maire dans la hiérarchie des autorités étatiques</i>	79
III.	Les cas particuliers	80
A.	Paris et sa région, Lyon et Marseille	80
	1. <i>Paris</i>	81
	2. <i>Le système PLM (Paris-Lyon-Marseille)</i>	82
	3. <i>la métropole de Lyon</i>	83

B. La Corse	84
C. L'outre-mer	84
D. L'Alsace-Lorraine	86
Chapitre 3 Principes de fonctionnement	87
I. La notion d'affaires locales et la clause générale de compétence	87
A. Le but d'intérêt public	88
B. Le champ de la compétence locale	88
C. Les modalités d'exercice de la compétence locale	89
II. La répartition légale des compétences	90
A. La nature des collectivités	91
B. Les modalités de la répartition des compétences	91
III. L'exercice des compétences	99
A. Les différents systèmes : gestion directe et délégation de services publics	99
B. Le choix entre gestion directe et gestion déléguée	100
 Partie II	
L'élément financier	103
 Chapitre 4 Le cadre budgétaire et comptable	109
I. Les principes budgétaires	109
A. L'annualité budgétaire	110
B. L'unité budgétaire	110
C. L'universalité budgétaire	111
D. La spécialité budgétaire	112
E. L'équilibre budgétaire	112
F. La séparation des ordonnateurs et des comptables	113
II. Les documents budgétaires	113
A. Le budget primitif (BP)	114
B. Le budget supplémentaire (BS)	114
C. Le compte administratif et le compte de gestion	115

III. La pratique budgétaire	116
A. La préparation du budget primitif par l'exécutif	116
B. L'adoption du budget primitif par l'assemblée délibérante	117
C. L'exécution du budget par l'ordonnateur et le comptable	118
1. <i>Les actes de l'ordonnateur</i>	118
2. <i>Les actes du comptable</i>	119
3. <i>La journée complémentaire</i>	120
D. La clôture des comptes et les contrôles	120
1. <i>Le rôle du préfet</i>	121
2. <i>La chambre régionale des comptes et le contrôle financier</i>	122
IV. La présentation comptable	127
A. Les divisions de base: sections, chapitres et articles	128
B. Présentation par nature et présentation fonctionnelle	128
Chapitre 5 Les ressources des collectivités territoriales	131
I. Les ressources internes	131
A. Les recettes patrimoniales	131
B. Les recettes pour services rendus	132
1. <i>Dans les communes ou leurs groupements</i>	132
2. <i>Dans les départements et les régions</i>	133
C. La fiscalité	133
1. <i>La fiscalité directe</i>	134
2. <i>La fiscalité indirecte</i>	142
3. <i>L'État, premier contribuable local</i>	145
4. <i>La fiscalité locale en chiffres</i>	147
II. Les ressources externes	155
A. Les dotations globales	157
1. <i>Les dotations globales pour le fonctionnement</i>	157
2. <i>Les dotations globales pour l'investissement</i>	161
B. Les dotations spécifiques	164
1. <i>Les dotations spécifiques à un domaine d'intervention</i>	164
2. <i>Les dotations pour un type d'investissement</i>	165
3. <i>Les dotations ou subventions spécifiques</i>	166

C. Les fonds de péréquation <i>stricto sensu</i>	166
1. La péréquation fondée sur la taxe professionnelle	167
2. La péréquation entre collectivités, la péréquation horizontale	168
3. Le Fonds national de péréquation :	
<i>vers la péréquation absolue abandonnée en 2004 !</i>	170
4. Les ressources externes en chiffres	172
III. Les ressources d'emprunts	174
A. La décentralisation et l'ouverture à la concurrence	175
B. La fin de l'inflation	176
C. les conséquences de la crise financière de 2008	178
D. Le recours à l'emprunt en chiffres	178
Chapitre 6 Les dépenses des collectivités locales	181
I. Les dépenses communes à l'ensemble des collectivités locales	182
A. Le fonctionnement de la démocratie représentative locale	182
1. Les indemnités versées aux élus	182
2. Les dépenses de formation	
<i>et de fonctionnement des groupes d'élus</i>	185
B. La mise en œuvre des moyens humains et matériels	185
C. L'entretien du patrimoine	187
1. Le patrimoine bâti	187
2. Les dépenses de voirie	187
D. Le règlement de la dette	188
II. Les dépenses liées aux missions spécifiques des collectivités territoriales	190
A. Les dépenses des communes	190
1. La gestion des services de proximité	191
2. L'urbanisme et le cadre de vie	191
B. Les dépenses des intercommunalités	191
C. Les dépenses des départements	192
1. Le département, espace de solidarité	192
2. Le département et le secteur scolaire	193
3. Les autres dépenses du département	194

D. Les dépenses des régions	195
1. <i>La vocation économique de la région</i>	195
2. <i>L'enseignement et la formation professionnelle</i>	196
3. <i>Les transports</i>	196
III. Les dépenses des collectivités territoriales en chiffres	197
Conclusion	205
Liste des abréviations	211
Éléments de bibliographie	215